

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels

**SIXIÈME COMMISSION, 1032<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Mercredi 9 octobre 1968,  
à 11 h 5



**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

**Point 84 de l'ordre du jour:**

*Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session (suite).....*

Page

1

*Président: M. K. Krishna RAO (Inde).*

**POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR**

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingtième session (suite) [A/7209 et Corr.1 et 2; A/C.6/L.647]

1. M. CHARDYKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) constate avec satisfaction qu'au cours de sa vingtième session la Commission du droit international a redoublé d'activité, continuant à s'acquitter de la tâche difficile mais indispensable qui lui a été confiée, celle de la codification du droit diplomatique contemporain. En raison du développement des relations internationales, en particulier entre les Etats et les organisations internationales, eu égard aussi à la nécessité de garantir la paix et la sécurité mondiales, cette tâche ne peut prendre qu'un relief encore plus grand.

2. Le projet de 21 articles sur les représentants d'Etats auprès des organisations internationales mis au point par la Commission du droit international tient dûment compte, de l'avis de la délégation biélorussienne, de ces considérations. Au prix d'efforts soutenus, ladite commission a réussi à dégager les principes qui doivent régir les relations diplomatiques et en particulier les relations entre les Etats et les organisations internationales. Il convient de souligner que le projet a été adopté par cette commission à l'unanimité. S'il ne faut, bien entendu, pas en conclure que ce texte donne entière satisfaction à tous ses membres, il n'en reste pas moins que la Commission du droit international est parvenue à surmonter les divergences de façon à mettre au point, dans un esprit de coopération et de compréhension mutuelles, un texte qui tienne compte des intérêts de tous les Etats et des organisations internationales. La délégation biélorussienne se félicite en outre de la décision de cette commission d'achever à sa vingt et unième session l'examen de ses projets sur les relations entre les Etats et les organisations internationales.

3. La question de la succession d'Etats et de gouvernements revêt une importance particulière pour les jeunes Etats qui se sont libérés du joug colonial et pour les peuples qui continuent à lutter pour obtenir l'indépendance. Aussi la délégation biélorus-

sienne sait-elle gré à la Commission du droit international d'avoir, conformément à la résolution 1686 (XVI) de l'Assemblée générale, décidé d'inclure cette question dans son programme en vue de l'examiner dans les meilleurs délais.

4. S'agissant de l'organisation des travaux futurs et des méthodes de travail de la Commission du droit international, le représentant de la Biélorussie doute de l'utilité d'une session d'hiver au début de 1970; il convient en effet que la dite Commission n'examine pas avec une hâte excessive les importantes questions qu'elle doit encore étudier. La délégation biélorussienne estime également qu'il sera difficile à l'Assemblée générale de se prononcer dès la session en cours sur la proposition d'extension de la durée du mandat de cette Commission et qu'il conviendrait que cette décision soit renvoyée à une session ultérieure.

5. M. REUTERSWARD (Suède) déclare que comme le projet d'articles sur les représentants d'Etats auprès des organisations internationales doit être communiqué aux gouvernements pour observation, la délégation suédoise ne formulera pour le moment aucun commentaire à son sujet.

6. Au cours de sa vingtième session, la Commission du droit international a accompli un travail considérable en ce qui concerne la question de la succession d'Etats et de gouvernements. De l'avis de la délégation suédoise, cette commission devrait concentrer son attention sur les problèmes de la succession en matière de traités et de la succession en matière économique et financière et laisser provisoirement de côté la succession à la qualité de membre des organisations internationales. En outre, il serait souhaitable qu'elle aborde les problèmes de succession dans une optique très large. Il est vrai que le processus de décolonisation a été à l'origine de nombreux problèmes pratiques qui se sont posés en matière de succession, non seulement pour les nouveaux Etats, mais également pour tous les autres; cependant, ce processus sera bientôt achevé et, même si dans l'avenir certains problèmes continuent à se poser dans ce domaine, il s'en posera sans doute également bientôt d'autres qui trouveront leur source dans d'autres situations. Aussi la délégation suédoise estime-t-elle que, si l'on veut trouver des solutions durables en ce qui concerne la codification et le développement progressifs du droit international en matière de succession, il convient de ne pas envisager seulement les cas de succession nés de la décolonisation.

7. La délégation suédoise estime par ailleurs souhaitable que l'on fasse figurer dans les règles qui pourraient être mises au point en matière de succession

des dispositions expresses relatives au règlement judiciaire des différends. Il est vrai que l'on peut considérer qu'il s'agit là d'un problème général du droit international; cependant, eu égard à la lenteur considérable des travaux visant à le résoudre, il serait bon que l'on obtienne des résultats positifs dans des domaines limités. La délégation suédoise est convaincue qu'il serait opportun de soumettre au contrôle d'un organe judiciaire les règles nouvelles qui seraient élaborées par la Commission du droit international et acceptées par tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. En effet, s'il peut être raisonnable de laisser aux Etats le soin d'appliquer les règles simples du droit international coutumier sans qu'il soit nécessaire de prévoir un dispositif judiciaire automatique, en revanche, il serait indispensable de disposer de mécanismes appropriés en matière de règlement des différends en vue d'assurer l'application d'une codification moderne d'une grande complexité.

8. S'agissant des méthodes de travail de la Commission du droit international, la délégation suédoise appuie dans leur ensemble les vues exprimées à ce sujet par cette commission dans son rapport; c'est ainsi qu'elle serait disposée à accepter une extension de la durée du mandat de ladite commission si cette idée recueillait l'appui général des membres de la Sixième Commission. De même, elle est disposée à envisager favorablement les propositions tendant à assurer une rémunération plus adéquate aux membres de la Commission du droit international car elle estime que les services de ceux-ci, qui sont au nombre des spécialistes les plus éminents du droit international, doivent être non seulement utilisés à bon escient, mais aussi convenablement rétribués.

9. Quant à la décision de cette commission de demander au Secrétaire général de préparer une nouvelle étude sur l'ensemble du droit international analogue à l'étude de 1949<sup>1/</sup>, la délégation suédoise voit là une initiative judicieuse, la nouvelle étude devant aider la Commission à organiser à long terme ses travaux futurs.

10. En ce qui concerne les effectifs du Secrétariat, M. Reuterswärd croit seulement utile de souligner que le recours aux services du Secrétariat ne peut que faciliter les travaux de la Commission et accélérer le processus de codification.

11. S'agissant, enfin, du mémorandum intitulé "La phase finale de l'œuvre de codification du droit international"<sup>2/</sup>, la délégation suédoise attendra, pour formuler des observations à ce sujet, d'avoir pris connaissance du document relatif au problème de l'adhésion des Etats aux conventions universelles que l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) est en train d'établir<sup>3/</sup>.

12. M. HOUBEN (Pays-Bas) souligne l'importance des liens qui existent entre la Commission du droit

international et la Sixième Commission; comme la Terre et le Soleil, ces deux organes sont soumis à des influences réciproques sans que pour autant leur propre pouvoir d'attraction s'en ressente. Les éminents juristes qui composent la Commission du droit international ont donné une impulsion capitale au processus de codification et ont développé de la façon la plus lucide le droit international en réaffirmant des règles existantes comme en posant de nouvelles règles; de son côté, la Sixième Commission continue de déterminer des lignes d'action concrète et de favoriser l'adoption des mesures que la majorité des gouvernements jugent appropriées compte tenu des recommandations et des projets auxquels la Commission du droit international a donné leur forme définitive.

13. M. Houben se félicite de la contribution que la Commission du droit international a apportée au développement du droit international au cours des 20 sessions qu'elle a tenues jusqu'ici. L'œuvre qu'elle a accomplie pendant les deux dernières décennies est des plus importantes. Le représentant des Pays-Bas tient à citer particulièrement les projets d'articles qu'elle a établis sur le droit de la mer, les relations diplomatiques, la réduction du nombre des cas d'apatridie, les relations consulaires, le droit des traités et les missions spéciales. Dans tous ces domaines des conventions multilatérales ont été élaborées ou sont sur le point de l'être sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

14. La délégation néerlandaise a pris note de ce que, au cours de sa vingtième session, la Commission du droit international a abordé l'étude de nouvelles questions telles que la succession d'Etats et de gouvernements et les relations entre les Etats et les organisations internationales, et se félicite de ce qu'elle ait adopté un projet provisoire de 21 articles sur la situation juridique des représentants des Etats auprès des organisations internationales. La délégation néerlandaise a pris note également du fait que ladite commission se propose d'étudier les sujets traités par le Rapporteur spécial dans la troisième et la quatrième partie du projet d'articles et qui concernent respectivement "les délégations aux sessions des organes des organisations internationales et aux conférences réunies par celles-ci" et les "observateurs permanents d'Etats non membres auprès des organisations internationales". Elle attend avec intérêt la décision que la Commission du droit international prendra à leur propos. Compte tenu de ce fait, il semble prématuré d'envisager d'étendre le champ d'application du projet de convention sur les missions spéciales aux "délégations aux sessions des organes des organisations internationales et aux conférences réunies par celles-ci".

15. Passant à la question de la succession d'Etats et de gouvernements, et, plus particulièrement, à celle des droits et obligations découlant de sources autres que les traités, M. Houben rappelle que la Commission est parvenue à la conclusion qu'il "faudrait prêter une attention particulière, dans toute l'étude du sujet, au problème des Etats nouveaux, sans négliger pour autant les autres cas de succession" (par. 61 du rapport). La délégation néerlandaise, tout en souhaitant que l'on accorde une attention

<sup>1/</sup> Examen d'ensemble du droit international en vue des travaux de codification de la Commission du droit international [publication des Nations Unies, numéro de vente: 1948.V.1(1)].

<sup>2/</sup> A/CN.4/205/Rev.1.

<sup>3/</sup> Pour les détails concernant ce projet de l'UNITAR, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 45 de l'ordre du jour, document A/6875, annexe I, par. 59 à 69.

particulière aux importants problèmes des Etats nouveaux, compte que ce fait n'empêchera pas la Commission du droit international d'élaborer des règles générales convenant à toutes catégories de succession d'Etats.

16. Certaines caractéristiques sont sans aucun doute propres au phénomène de la succession d'Etats due à la décolonisation. En pareil cas, l'Etat nouveau se trouve en général confronté, sur son propre territoire, avec des intérêts étrangers beaucoup plus divers que ceux que connaissaient les Etats anciens. Une partie substantielle de ces intérêts, à savoir ceux que détiennent les ressortissants de l'ancienne puissance administrante, devient "des intérêts étrangers" du fait même de la décolonisation. Tant que le processus de décolonisation n'est pas achevé, ces intérêts ne sont aucunement protégés par le droit international. Si les Etats nouveaux doivent ainsi faire face à un état de choses existant sur leur territoire, les Etats anciens ont généralement été en mesure d'empêcher et ont, en fait, empêché au moment voulu la prédominance d'une influence économique étrangère sur leur territoire. Ce fait, et nombre d'autres circonstances empêchent que l'on puisse considérer le cas de la succession des Etats nouveaux sur le même plan que tous les autres cas de succession. Néanmoins, la question de savoir jusqu'à quel point des règles particulières devraient leur être appliquées ne peut trouver de réponse que sur la base du contenu des règles générales pertinentes. Ce n'est qu'une fois que des règles générales auront été établies que l'on pourra s'en inspirer et les transposer pour régler les problèmes spécifiques créés par la décolonisation. C'est pourquoi la délégation néerlandaise fait sienne l'opinion exprimée au paragraphe 68 du rapport: "La meilleure méthode consisterait à faire ressortir les problèmes concrets qu'une règle générale déterminée peut poser aux nouveaux Etats, et à formuler ultérieurement, lorsqu'on le jugerait nécessaire, une règle particulière applicable à la décolonisation ou à tout autre type de succession d'Etats qui l'exigerait."

17. Pour ce qui est de la proposition avancée par M. Ago dans le mémorandum<sup>4/</sup>, selon laquelle il conviendrait d'accélérer le processus de ratification ou d'adhésion aux conventions de codification afin d'abréger la phase finale de la codification du droit international, M. Houben estime, ainsi que d'autres représentants, que les méthodes envisagées en la matière ne doivent pas imposer une décision politique à chaque nation en particulier. Tel ne serait cependant pas l'effet de la suggestion de M. Ago selon laquelle ces méthodes pourraient prévoir l'adoption d'une recommandation de l'Assemblée générale ou la signature d'un protocole additionnel à une convention qui serait adoptée par une conférence diplomatique de codification. Il appartiendrait à chaque Etat de décider s'il entend ou non s'engager à soumettre les conventions à ses autorités constitutionnelles dans un délai déterminé ou à tenir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au courant de la situation. Etant donné l'importance que présente la question pour le renforcement de la règle de droit dans la communauté internationale, la délégation

néerlandaise est convaincue que la Commission du droit international, au moment où, à sa prochaine session, elle reverra son programme de travail, ne manquera pas de l'y faire figurer pour étude plus poussée, en adoptant comme point de départ l'opinion suivante de M. Ago: "Dans la plupart des cas, les raisons pour lesquelles un Etat tarde à remettre les instruments établissant formellement son consentement n'ont rien à voir avec une opposition réelle, qu'elle soit de principe ou d'occasion. Ces raisons sont surtout inhérentes à la lourdeur de la machine politique et administrative de l'Etat moderne."

18. S'agissant de certaines questions évoquées par la Commission du droit international dans le chapitre V de son rapport (par. 98, a, 103 et 98, c), M. Houben précise la position de sa délégation en ce qui concerne la prolongation du mandat des membres de ladite Commission, l'organisation des travaux futurs, et l'augmentation de l'effectif de la Division de la codification du Service juridique du Secrétariat.

19. Sur le premier point, il rappelle qu'aux termes de l'article 10 du statut de la Commission du droit international la durée de son mandat était de trois ans et qu'elle a été portée par la suite à cinq ans. M. Houben ne pense pas qu'elle soit d'une longueur insuffisante et qu'elle puisse entraver le processus de codification. En cas de besoin, si l'examen d'un sujet particulièrement important ne pouvait être achevé avant l'expiration du mandat des membres de cette commission, les sessions pourraient être prolongées ou l'on pourrait prévoir des sessions spéciales. Par ailleurs, l'article 10 du statut dispose que les membres de la Commission peuvent être réélus. Enfin, la prolongation du mandat compromettrait la souplesse du système actuel qui impose à l'Assemblée générale d'examiner tous les cinq ans les moyens d'assurer dans les meilleures conditions la représentation des principaux systèmes juridiques par des personnes jouissant d'une compétence reconnue en matière de droit international. Pour toutes ces raisons, M. Houben ne soutiendra pas la modification de l'article 10 du statut qui est envisagée.

20. Sur le deuxième point, M. Houben doute de l'opportunité d'organiser une session d'hiver en 1970. Il considère qu'une telle procédure ne doit être retenue que dans des cas extrêmes, notamment lorsque la rédaction des projets ou des recommandations revêtant une très grande importance approche de sa forme définitive et est susceptible d'être achevée au cours d'une session spéciale. La session d'hiver tenue en 1966 à Monaco pour achever le projet d'articles sur le droit des traités doit être considérée comme ayant un caractère exceptionnel.

21. Pour ce qui est du troisième point, le représentant des Pays-Bas sera le dernier à s'opposer à une augmentation limitée des effectifs de la Division de la codification du Service juridique qui permette à celle-ci de prêter un plus large concours à la Commission du droit international et à ses rapporteurs; la délégation néerlandaise se plaît à reconnaître la compétence et le dynamisme du personnel de cette division, qui éprouve actuellement des difficultés à mener à bien les tâches croissantes dont elle est chargée.

<sup>4/</sup> A/CN.4/205/Rev.1.

22. Pour conclure, M. Houben se félicite de ce que la quatrième session du Séminaire de droit international destiné aux étudiants avancés et aux jeunes fonctionnaires des administrations nationales ait pu être, de nouveau, organisée à Genève en même temps que la Commission du droit international, et il rend hommage aux membres de cette commission qui ont contribué à son succès.

23. M. TSURUOKA (Japon), rappelant que la Commission du droit international fête, cette année, son vingtième anniversaire, tient à rendre hommage à ceux qui ont pris l'initiative de la créer comme à tous ceux qui se sont consacrés à accomplir les tâches qui lui sont confiées. Il constate que, sans avoir jamais perdu de vue l'importance de la valeur pratique de ses travaux, la Commission a énoncé les règles du droit international dans des formules précises et concises, faciles à interpréter et à appliquer et qu'elle a ainsi contribué à asseoir les relations internationales sur des bases juridiquement solides. C'est grâce à l'adoption d'une méthode de travail particulièrement souple que la Commission a pu mener à bien ses travaux en s'efforçant de trouver des solutions susceptibles de donner satisfaction à tous les Etats, de dégager des principes généraux et de faire appel à la coutume et à la pratique internationales plutôt que de trancher des questions trop controversées.

24. Passant ensuite à l'examen du rapport de la Commission, M. Tsuruoka souligne l'intérêt du chapitre II, relatif aux relations entre les Etats et les organisations internationales. Il s'agit d'un sujet fort complexe, dont la codification est rendue particulièrement délicate par l'insuffisance de règles bien établies et par le fait que celles-ci varient souvent d'une organisation à l'autre. Aussi convient-il de féliciter la Commission du droit international, et son rapporteur spécial, du projet d'articles élaboré et notamment des articles 2, 3, 4 et 5, qui devraient permettre de surmonter ces difficultés.

25. En ce qui concerne la question de la succession d'Etats et de gouvernements, la délégation japonaise estime que, vu la complexité des problèmes qui se posent à cet égard, il est indispensable de procéder à des études minutieuses avant d'entreprendre toute codification en la matière. La Commission du droit international ne pourra en effet mener à bien sa tâche que si elle tient compte de tous les intérêts en jeu en l'espèce.

26. Quant à la clause de la nation la plus favorisée, le Japon, en tant que pays largement tributaire du commerce extérieur, suit avec une attention toute particulière le travail de la Commission à ce sujet.

27. M. WARNER (Etats-Unis d'Amérique) déclare que l'état d'avancement des travaux de la Commission du droit international, en sa vingtième année d'existence, augure bien de l'avenir du développement progressif et de la codification du droit international. Cependant, il voudrait exprimer l'espoir que certains événements récents et les tentatives faites pour les justifier ne présagent pas un retour à une sombre époque durant laquelle leur progrès a été entravé par certaines attitudes réactionnaires.

28. Le contenu du rapport de la Commission du droit international appelle quelques observations de caractère général de la part de la délégation des Etats-Unis.

29. En ce qui concerne, en premier lieu, les relations entre les Etats et les organisations internationales, le Gouvernement des Etats-Unis fournira en temps voulu des observations écrites. Aussi M. Warner se bornera-t-il à formuler quelques suggestions qui ne sont pas des critiques. Il se félicite, tout d'abord, de la souplesse que la Commission a donné au libellé, surtout dans les articles 4, 5 et 6 du projet pour ne pas introduire la confusion dans l'état de choses existant. Cela devrait permettre au texte de devenir ultérieurement à la fois une convention et une loi type utilisable dans un domaine beaucoup plus large. Dans l'article 7 du projet, relatif aux fonctions d'une mission permanente, l'alinéa concernant la coopération n'introduit pas d'élément qui ne soit pas déjà présent dans les alinéas qui le précèdent et, en conséquence, il conviendrait soit de le supprimer, soit d'y ajouter les mots "dans l'organisation" avant les mots "la coopération". S'agissant d'autre part des règles proposées pour l'accréditation, à l'article 13, M. Warner croit que les paragraphes 1 et 2 de cette disposition, même compte tenu de l'alinéa 4 du commentaire pertinent, ne permettent pas de savoir ce qui se passerait si un Etat Membre spécifiait une fonction particulière pour son représentant permanent. Estimerait-on que la fonction déclarée est exclusive de toute autre? En examinant cette question, la Commission du droit international devrait prendre l'avis de ceux qui, au sein des organisations internationales, ont eu à faire face à des problèmes particuliers dans ce domaine, afin de s'assurer que tous les aspects de la question seront pris en considération. Il se peut, toutefois, qu'il s'agisse surtout d'une question de libellé.

30. L'examen du projet d'articles ne fait que commencer et il sera peut-être nécessaire de revoir les 21 premiers articles à la lumière des futures dispositions du reste du projet, par exemple en ce qui concerne les différences que présentent les dispositions de l'alinéa h de l'article premier et celles de l'article 2 par rapport aux règles correspondantes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961.

31. Passant à la question de la succession d'Etats et de gouvernements, M. Warner approuve la décision de la Commission du droit international d'éviter dans l'immédiat tout examen théorique concernant la succession dans les matières autres que les traités et il appuie la suggestion tendant à ce que les Rapporteurs recherchent l'uniformité en matière de terminologie, au moyen de consultations. Il faudrait, d'autre part, que l'examen des problèmes qui se posent dans ce domaine porte sur l'avenir, étant entendu que le processus de décolonisation est, heureusement, presque achevé et que l'on doit s'attendre à voir apparaître de nombreuses formes d'associations, d'unions et de fusions qui soulèveront des problèmes en matière de succession des plus délicats. On devra étudier en priorité les questions que posent, notamment, les unions monétaires, les marchés communs et les associations de libre-échange. En tout état de



cause, il faudra prévoir une procédure en vue d'un règlement judiciaire des différends qui s'élèveront dans le domaine considéré.

32. Quant à la question de savoir quelle sera la forme finale que revêtira le texte élaboré par la Commission du droit international, la délégation des Etats-Unis éprouve des doutes quant à l'opportunité de lui donner la forme d'une convention. Elle souligne que s'il y a généralement un inconvénient à prétendre lier par une convention des Etats qui ne sont créés qu'après son adoption, les problèmes que cela pose dans le cas d'une convention sur la succession d'Etats toucheraient l'élément central d'une telle convention et la rendraient inapplicable dans les cas même qu'elle cherche à régir. Toutefois, il serait bon d'établir un projet d'articles ou un ensemble de règles, conformément à la décision de la Commission, car on sera mieux à même alors de juger de la forme à lui donner. D'autre part, dans la mesure où l'on vise à l'uniformité, il convient d'éviter d'établir des régimes différents pour des types différents de successions.

33. Les travaux envisagés en ce qui concerne la question très complexe de la clause de la nation la plus favorisée ne sauraient mieux commencer que par les consultations que le Rapporteur spécial se propose d'entreprendre auprès des organisations et institutions compétentes.

34. D'autre part, la façon dont la Commission du droit international a organisé les travaux pour la durée restante de son mandat est parfaitement satisfaisante. Le représentant des Etats-Unis, à cet égard, se félicite de la contribution importante que le Secrétariat a toujours apportée aux travaux de la Commission et, en particulier, de l'utile document de travail qui a été publié dans l'annexe au rapport.

35. Pour conclure, M. Warner félicite tous ceux qui ont contribué au succès de la quatrième session du Séminaire de droit international et il exprime l'espoir que cette activité fructueuse se poursuivra.

36. M. DEBERGH (Belgique) voit dans le projet d'articles sur les représentants d'Etats auprès des organisations internationales, qui forme la partie la plus importante du rapport présenté par la Commission du droit international, un nouvel élément de l'ensemble cohérent de règles consacrant la pratique des relations diplomatiques qui devrait être complété dans un proche avenir. Le Gouvernement belge se propose de formuler sous peu des remarques écrites sur ce projet. A ce propos, il serait souhaitable que l'Assemblée générale, comme elle l'a fait dans sa résolution 2273 (XXII) pour le projet d'articles sur les missions spéciales, invite les Etats membres à présenter sans plus attendre leurs observations sur les 21 articles, afin d'accélérer ainsi la rédaction définitive de la future convention. La délégation belge appuie, d'autre part, la suggestion du représentant de la Roumanie tendant à communiquer le projet pour avis aux organisations internationales (1031ème séance).

37. Se référant au paragraphe 26 du rapport de la Commission du droit international, M. Debergh se félicite de l'exclusion de principe des organisations régionales du champ d'application du projet. Toute tentative de nivellement des pratiques suivies par ces

organisations risquerait de rompre des équilibres qui ont parfois été obtenus avec peine. A cet égard, d'ailleurs, même la formule tempérée du paragraphe 2 de l'article 2 du projet pourrait être mise en question. S'agissant d'autre part du paragraphe 28 du rapport, la délégation belge approuve la décision prise par la Commission de ne pas se prononcer sur l'inclusion dans l'étude du cas des missions permanentes auprès des organes et conférences des organisations internationales, cette question pouvant être éclaircie lors des travaux sur les missions spéciales.

38. La délégation belge, dans un autre domaine, ne croit pas que la décolonisation soit un aspect des successions d'Etats qui soit très différent du type traditionnel. La décolonisation est un épisode passager et il faut éviter d'adopter un point de vue fragmentaire dans l'étude de caractère général entreprise sur le droit de la succession.

39. En ce qui concerne les décisions prises par la Commission du droit international en matière d'organisation, la délégation belge se demande si la prorogation du mandat recommandée par cette commission serait opportune en ce qui concerne les mandats actuels. Elle note d'ailleurs que la Commission du droit international elle-même ne semble pas avoir en vue cette possibilité. Pour ce qui est de l'augmentation des honoraires et des indemnités de subsistance, elle ne met pas en doute la réalité des problèmes qui se posent, mais elle attendra de connaître l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avant de prendre position.

40. Enfin, sur deux autres points, la délégation belge se félicite des indications fournies dans le rapport. Il s'agit, d'une part, des contacts satisfaisants qui sont maintenus par la Commission du droit international avec la Cour internationale de Justice et avec les organismes juridiques régionaux et, d'autre part, des excellents résultats de la quatrième session du Séminaire de droit international.

41. M. BONNEFOY (Chili) déclare que son pays est particulièrement conscient de l'importance que revêtent, sur les plans politique et juridique, les résultats des travaux accomplis par la Commission du droit international au cours de ses 20 ans d'existence. Sa délégation approuve sans réserve le programme de travail établi pour la période se terminant en 1970.

42. En ce qui concerne les résultats des travaux relatifs, d'une part, aux relations entre les Etats et les organisations internationales, et, d'autre part, à la succession d'Etats et de gouvernements le Gouvernement chilien présentera en temps utile ses observations écrites.

43. Pour ce qui est de la clause de la nation la plus favorisée, il estime que la Commission du droit international devrait en accélérer l'examen dans toute la mesure possible, parce que cette question mérite, à ses yeux, la priorité absolue. Il se félicite de ce que cette Commission ait recommandé au Rapporteur spécial chargé de ce sujet d'envisager ses travaux dans une perspective très large. M. Bonnefoy croit que la Commission du droit international devrait, dans ce domaine, avoir spécialement en vue le

développement progressif du droit et prendre acte, à cette fin, de la situation propre à certains groupes d'Etats en voie de développement, qui n'ont pas toujours été les véritables bénéficiaires de l'application générale de la clause.

44. En ce qui concerne l'organisation et les méthodes de travail, la délégation chilienne note que la Commission du droit international a proposé dans son rapport diverses mesures de nature à favoriser la régularité de ses travaux, mais elle ne pense pas que la prorogation du mandat des membres de la Commission soit indispensable. Si la continuité de la participation des membres est chose souhaitable, il existe d'autres moyens d'accélérer les travaux, dont certains sont mentionnés dans le rapport. M. Bonnefoy mentionne, à ce sujet la possibilité de recourir à la réélection. La délégation chilienne préférerait, pour sa part, l'augmentation de l'effectif de la Division de la codification du Service juridique, ainsi que l'institutionnalisation d'une session d'hiver de la Commission du droit international ou, à défaut, la prolongation, pendant quelques semaines, de la session annuelle d'été.

45. En ce qui concerne la "phase finale" de la codification, la délégation chilienne regrette que certaines conventions n'aient pas encore fait l'objet d'un nombre suffisant de ratifications. Cela est imputable au volume de travail excessif des organes nationaux compétents, qui n'accordent pas toujours la priorité aux instruments internationaux. Le Gouvernement chilien souhaite que l'étude de cette question se poursuive en vue d'une solution qui ne porte pas atteinte au pouvoir discrétionnaire des Etats. Il ne s'opposerait pas à une recommandation générale adressée à tous les Etats Membres afin qu'ils soumettent les conventions dans un délai raisonnable à leurs organes compétents pour que ceux-ci se prononcent sur leur ratification.

46. Enfin, au sujet du Séminaire de droit international de Genève, la délégation chilienne se félicite des contributions et des participations qui permettent, à divers titres, le succès de cette activité à laquelle, selon elle, les juristes des pays en voie de développement doivent prendre une large part.

*La séance est levée à 12 h 50.*